

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29639]

17 OCTOBRE 2013. — Décret modifiant certaines dispositions relatives à l'enseignement spécialisé, à l'enseignement fondamental ordinaire, à l'enseignement secondaire ordinaire et aux Centres psycho-médico-sociaux

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives à l'enseignement en immersion linguistique et en immersion en langue des signes dans le premier degré commun de l'enseignement secondaire ordinaire*

Article 1^{er}. L'article 2, 1^o, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire tel que modifié est complété par deux alinéas :

« — « Classe bilingue français-langue des signes » : classe au sein de laquelle une partie des élèves bénéficie d'un enseignement en langue française pendant que simultanément des élèves sourds ou malentendants bénéficient d'un apprentissage en immersion en langue des signes et en français écrit. »

« — « Enseignant de culture sourde » : enseignant qui maîtrise la spécificité culturelle de la langue des signes et dont la langue des signes est la langue maternelle. »

Art. 2. L'article 7, du même décret est complété par un 4^{ème} paragraphe rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation au § 1^{er}, dans les classes bilingues français-langue des signes, l'horaire des élèves sourds ou malentendants, se compose :

1^o de la formation commune, à raison de 30 périodes hebdomadaires, dont 2 périodes réservées au cours de langue des signes et de culture des sourds;

2^o d'activités complémentaires dans le seul domaine du français, à raison de 2 périodes hebdomadaires.

Art. 3. L'article 8, du même décret est complété par un 9^o rédigé comme suit :

« 9^o le cours de langue des signes et de culture des sourds à raison de 2 périodes hebdomadaires dans les classes bilingues français-langue des signes. »

Art. 4. Au titre II, du même décret est inséré un chapitre IV intitulé comme suit :

« CHAPITRE 4. — De l'apprentissage par immersion en langue des signes et en français écrit en classes bilingues français-langue des signes »

Art. 5. Au titre II du même décret, dans le nouveau chapitre 4 est inséré un article 12 bis rédigé comme suit :

« Article 12bis. § 1^{er}. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, sur demande du chef d'établissement, après avoir pris l'avis du conseil de participation et après consultation préalable du comité de concertation de base, le Gouvernement peut autoriser un établissement à organiser l'ensemble des cours et activités pédagogiques de la grille-horaire dans le cadre de classes bilingues français-langue des signes.

Dans l'enseignement subventionné, le Gouvernement peut autoriser un pouvoir organisateur à assurer dans un des établissements qu'il organise l'ensemble des cours et activités pédagogiques de la grille-horaire dans le cadre de classes bilingues français-langue des signes. La demande est accompagnée de l'avis du conseil de participation et du résultat de la consultation préalable de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise, ou à défaut, de l'instance de concertation locale, ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

Par école concernée, un minimum de 4 périodes hebdomadaires identifiées parmi les cours de langue française, de langue des signes et/ou de langue moderne 1 doit être assuré par des enseignants de culture sourde, à défaut de pouvoir attribuer ces périodes à des enseignants de culture sourde, ces cours peuvent être dispensés par des enseignants disposant des titres tels que précisés à l'article 8, 2bis de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements.

Lorsqu'une école ou une implantation organise des classes bilingues français-langue des signes, cette organisation est intégrée dans le projet d'établissement.

§ 2. L'élève aborde l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes au niveau de la première année commune de l'enseignement secondaire. Cet apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes s'inscrit dans le continuum pédagogique relatif à l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes développé dans l'enseignement fondamental, quel que soit l'établissement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le conseil de classe peut autoriser un élève à aborder cet apprentissage au niveau de la première ou de la deuxième année commune ou de l'une des années complémentaires organisées au terme de la 1^{ère} ou de la deuxième année commune pour autant qu'il apporte la preuve d'une maîtrise des compétences nécessaires.

Une école secondaire qui commence à organiser l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes le fait de manière progressive du début de la première année commune à la fin de la seconde année commune et garantit qu'un élève ayant entamé l'apprentissage par immersion puisse poursuivre cet apprentissage durant la suite de sa scolarité au sein du premier degré dans le même établissement. »

Art. 6. Au titre II du même décret, dans le nouveau chapitre 4 est inséré un article 12ter rédigé comme suit :

« Article 12ter. – Dans l'enseignement secondaire, l'apprentissage par immersion en langue des signes en classe bilingue français-langue des signes est assuré par des professeurs de cours généraux chargés des cours d'apprentissage par immersion en langue des signes.

Les moyens de fonctionnement peuvent permettre l'engagement d'interprètes sous contrat de travail à durée déterminée, sous contrat de prestation de services ou sous contrat de collaboration. »

Art. 7. Le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice tel que modifié est complété par un article 16^{ter} rédigé comme suit :

« Indépendamment du nombre total de périodes-professeur, il est attribué, par année scolaire, pour tous les établissements d'enseignement secondaire organisant des classes bilingues français-langue des signes telles que définies à l'article 2, 1^{er}, du décret relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire du 30 juin 2006, sur la base du nombre d'élèves réguliers, sourds ou malentendants, au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours :

- a) 8 périodes par élève sourd ou malentendant fréquentant une classe bilingue français - langue des signes;
- b) 2 périodes par classe bilingue français-langue des signes réservées au cours de langue des signes et de culture des sourds.

Les périodes visées à l'alinéa 1^{er}, a, b, entrent en considération pour l'engagement à titre définitif des membres du personnel. »

CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 8. L'article 4, § 1^{er} du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé tel que modifié est complété par un 27^o, un 28^o, un 29^o et un 30^o rédigés comme suit :

« 27^o classe SSAS : Structure Scolaire d'Aide à la Socialisation ou à la resocialisation, mise en place au sein de l'enseignement primaire spécialisé et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 2, de forme 3 et de forme 4, proposant à des jeunes présentant des troubles structurels du comportement et/ou de la personnalité, quel que soit le type d'enseignement spécialisé dont ils relèvent, une structure resocialisante et restructurante leur permettant une réintégration dans une structure d'apprentissage.

28^o élèves fréquentant une classe SSAS : élèves présentant des troubles structurels du comportement et/ou de la personnalité pour lesquels tous les moyens orthopédagogiques, sociaux et/ou paramédicaux, propres à chaque type d'enseignement, ont été mis en œuvre par l'équipe éducative et se sont avérés insuffisants. Ces élèves sont pris en charge de manière momentanée pour qu'ils puissent retrouver l'équilibre nécessaire afin de définir un projet personnel et de leur permettre une réintégration dans une structure d'apprentissage.

29^o zone : Le Gouvernement détermine les zones organisées au niveau de la gestion de l'enseignement spécialisé et de ses personnels ainsi que les entités géographiques qui les composent.

30^o plan individuel de transition (P.I.T.) : le plan individuel de transition, intégré dans le plan individuel d'apprentissage (P.I.A.) est une démarche réflexive qui tend à établir, dès l'inscription en enseignement secondaire spécialisé, les liens nécessaires entre les différents partenaires en vue d'élaborer et de favoriser le continuum école-vie adulte.

31^o organisme chargé de la guidance : centre psycho-médico-social desservant un établissement d'enseignement spécialisé ou dans les situations d'intégration, centre psycho-médico-social desservant un établissement d'enseignement ordinaire et centre psycho-médico-social desservant un établissement d'enseignement spécialisé. »

Art. 9. A l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2 du même décret, modifié par les décrets du 5 février 2009, 1^{er} février 2012 et 12 juillet 2012, sont apportées les modifications suivantes :

« 1^o) Dans la deuxième phrase, les mots « ainsi que leurs modalités de communication » sont ajoutés après les mots « au protocole justificatif »;

2^o) Au 1^o, les mots « desservant un établissement d'enseignement ordinaire » sont insérés entre les mots « centre psycho-médico-social » et les mots « ou par tout autre organisme »;

3^o) Au 3^o, a), les mots « , par un office d'orientation scolaire et professionnelle » sont remplacés par les mots « desservant un établissement d'enseignement ordinaire. »

Art. 10. L'article 13, § 2, du même décret est modifié : Les mots « commun du conseil de classe et de l'organisme chargé de la guidance » sont remplacés par les mots « du conseil de classe assisté de l'organisme chargé de la guidance ».

Art. 11. L'article 14, § 3, du même décret est modifié : Les mots « commun du conseil de classe et de l'organisme chargé de la guidance » sont remplacés par les mots « du conseil de classe assisté de l'organisme chargé de la guidance ».

Art. 12. Le chapitre III du même décret est complété par un article 15^{ter} rédigé comme suit :

« Article 15^{ter}. Le Gouvernement peut accorder une dérogation annuelle à une école d'enseignement fondamental ou secondaire spécialisé qui accepte d'inscrire un élève relevant d'un autre type d'enseignement spécialisé que celui ou ceux qu'elle organise, et ce en vertu d'une situation exceptionnelle uniquement motivée par un manque d'offre d'enseignement spécialisé empêchant toute possibilité de scolarisation et sur avis favorable du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé.

L'école spécialisée qui accepte d'inscrire cet élève, bénéficie pour l'élève concerné, pour l'année scolaire en cours, du taux de subvention ou de la dotation et des périodes d'accompagnement générées par le nombre guide relatif au type d'enseignement mentionné sur l'attestation d'orientation de l'élève concerné.

Durant la période dérogatoire, l'élève est considéré comme régulièrement inscrit. »

Art. 13. Dans le chapitre IV du même décret est inséré une section 4^{bis} intitulée comme suit :

« Section 4^{bis}. De l'organisation d'une Structure Scolaire d'Aide à la Socialisation ou à la resocialisation (SSAS) »

Art. 14. Dans la section 4^{bis} nouvellement insérée dans le chapitre 4 du même décret, il est introduit un article 26^{bis} rédigé comme suit :

« Article 26^{bis}. § 1^{er}. Les classes SSAS peuvent être organisées dans tout établissement d'enseignement primaire autorisé à organiser les types d'enseignement spécialisé pour les élèves concernés, celles-ci peuvent déroger aux contraintes imposées en matière d'organisation des cours d'éducation physique, de travail manuel, de constitution des grilles-horaire et des attributions du personnel enseignant au niveau des cours de la grille-horaire.

§ 2. Dans chaque établissement organisant une ou plusieurs classes SSAS il est élaboré un projet pédagogique spécifique précisant les modalités et les critères d'orientation vers une classe SSAS. Ce projet pédagogique spécifique est conservé dans l'établissement d'enseignement spécialisé et tenu à disposition des Services de l'Inspection et des Services du Gouvernement.

Chaque classe SSAS est organisée en deux périodes;

- 1° une période de socialisation rendant possible l'accrochage scolaire et l'élaboration du projet personnel du jeune;
- 2° une période d'immersion rendant possible la réinsertion du jeune dans la structure d'apprentissage.

Chaque période a une durée maximale de douze mois calendrier sauf avis motivé du conseil de classe de la classe SSAS. Le Conseil de classe de la classe SSAS décide du passage de l'élève de la période de socialisation à la période d'immersion.

Le conseil de classe assure le suivi du jeune dans le cadre de son projet et la décision de son retour vers une structure d'apprentissage.

§ 3. Le Conseil de classe SSAS, est chargé notamment d'évaluer, de préciser voire d'amender le projet pédagogique spécifique SSAS, de décider de manière motivée du retour de l'élève dans une structure d'apprentissage.

Il est composé des membres des personnels directeur et enseignant, du personnel paramédical, psychologique et social et du personnel auxiliaire d'éducation qui ont la charge de l'instruction et de l'éducation des élèves d'une classe SSAS et qui en portent la responsabilité.

Dans le cadre de ses missions définies à l'alinéa 1^{er}, le Conseil de classe SSAS peut faire appel à toute collaboration occasionnelle qu'il tient pour utile.

Deux fois par an minimum, il est organisé un comité de suivi composé des membres du conseil de classe SSAS élargi, le cas échéant à un représentant de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement, à un représentant de l'organisme chargé de la guidance, au membre du personnel chargé du suivi des activités de socialisation ou des stages d'essai, à un membre du personnel enseignant (hors classe SSAS) et à un membre du Service d'inspection de l'enseignement spécialisé.

§ 4. Les élèves inscrits dans une classe SSAS génèrent un capital-périodes utilisable selon les mêmes règles que pour les élèves de l'enseignement spécialisé du type d'enseignement dont ils relèvent.

§ 5. Le Gouvernement arrête les modalités d'organisation et de fonctionnement des classes SSAS notamment en ce qui concerne les périodes de socialisation et les périodes d'essai en immersion dans un milieu scolaire. »

Art. 15. L'article 32, § 3, du même décret est complété par un 7° rédigé comme suit :

« 7° émettre un avis motivé sur l'opportunité pour un élève de l'enseignement primaire de fréquenter une classe SSAS. »

Art. 16. Le chapitre IV du même décret est complété par un article 44^{ter} rédigé comme suit :

« Article 44^{ter}.- Dans chaque établissement d'enseignement fondamental spécialisé sont assurés, dans les limites du capital-périodes utilisable et après avoir organisé tous les cours prévus aux grilles-horaires des élèves, la coordination des projets d'intégration, l'accueil, l'observation et la prise en charge temporaire des nouveaux élèves, l'accompagnement d'élèves en difficulté momentanée, la médiation et/ou la coordination pédagogique. Ces tâches peuvent être assurées par un ou plusieurs membres du personnel enseignant du niveau fondamental dans le respect des règles statutaires. »

Art. 17. L'article 51 du même décret est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Les élèves qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire peuvent également obtenir le certificat d'études de base moyennant les conditions prévues à l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du Certificat d'Etudes de Base. »

Art. 18. L'article 57 du même décret est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6°. Les élèves qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire peuvent également obtenir le certificat d'études de base moyennant les conditions prévues à l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 1999 déterminant la forme et les règles de délivrance du Certificat d'Etudes de Base. »

Art. 19. Dans le chapitre V, du même décret est insérée une section 8^{bis} intitulée comme suit :

« Section 8^{bis}. De l'organisation d'une Structure Scolaire d'Aide à la Socialisation ou à la resocialisation (SSAS) »

Art. 20. Dans la section 8^{bis} nouvellement insérée dans le chapitre 5, il est introduit un article 67^{bis} rédigé comme suit :

« Article 67^{bis}. § 1^{er}. Les classes SSAS peuvent être organisées dans tout établissement d'enseignement secondaire autorisé à organiser les types et les formes 2, 3 et 4 d'enseignement spécialisé pour les élèves concernés, celles-ci sont organisées sur base des grilles de la forme 1 de l'enseignement secondaire spécialisé.

§ 2. Dans chaque établissement organisant une ou plusieurs classes SSAS, il est élaboré un projet pédagogique spécifique précisant les modalités et les critères d'orientation vers une classe SSAS. Ce projet pédagogique spécifique est conservé dans l'établissement d'enseignement spécialisé et tenu à disposition des Services de l'Inspection et des Services du Gouvernement.

Chaque classe SSAS est organisée en deux périodes;

- 1° une période de socialisation rendant possible l'accrochage scolaire et l'élaboration du projet personnel du jeune;
- 2° une période d'immersion rendant possible la réinsertion du jeune dans une structure d'apprentissage.

Chaque période a une durée maximale de douze mois calendrier sauf avis motivé du conseil de classe de la classe SSAS. Le conseil de classe de la classe SSAS décide du passage de l'élève de la période de socialisation à la période d'immersion.

Celui-ci assure le suivi du jeune dans le cadre de son projet et la décision de son retour vers une structure d'apprentissage.

§ 3. Dans l'enseignement secondaire de forme 2, une classe SSAS peut accueillir des élèves de la phase 1 et de la phase 2.

§ 4. Dans l'enseignement secondaire de forme 3, une classe SSAS peut accueillir des élèves de la phase 1, pendant le temps d'observation après avis de l'Inspection et, pendant l'approche polyvalente dans un secteur professionnel après information à l'Inspection.

Une classe SSAS peut également accueillir des élèves de la phase 2.

§ 5. Dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, une classe SSAS peut accueillir des élèves qui relèvent du 1^{er} degré et du 2^{ème} degré.

Lorsqu'il s'agit de l'enseignement spécialisé de type 5, une classe SSAS peut également accueillir des élèves du 3^{ème} degré de l'enseignement secondaire ordinaire ou du 3^{ème} degré de la forme 4 de l'enseignement secondaire spécialisé.

§ 6. Le Conseil de classe SSAS, est chargé notamment d'évaluer, de préciser voire d'amender le projet pédagogique spécifique SSAS, de décider de manière motivée du retour de l'élève dans une structure d'apprentissage.

Il est composé des membres des personnels directeur et enseignant, auxiliaire d'éducation, paramédical, psychologique et social qui ont la charge de l'instruction, de l'éducation et de la formation d'un groupe d'élèves et qui en portent la responsabilité.

Dans le cadre de ses missions définies à l'alinéa 1^{er}, le Conseil de classe SSAS peut faire appel à toute collaboration occasionnelle qu'il tient pour utile.

Deux fois par an minimum, il est organisé un comité de suivi composé des membres du conseil de classe SSAS élargi, le cas échéant à un représentant de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement, à un représentant de l'organisme chargé de la guidance, au membre du personnel chargé du suivi des activités de socialisation ou des stages d'essai et à un membre du personnel enseignant (hors classe SSAS), à un membre du Service d'inspection de l'enseignement spécialisé.

§ 7. Les élèves inscrits dans une classe SSAS génèrent un capital-périodes utilisable selon les mêmes règles que pour les élèves de l'enseignement spécialisé de la forme et du type d'enseignement dont ils relèvent.

§ 8. Les certifications et qualifications ne peuvent être délivrées tant que l'élève est inscrit dans une classe SSAS sauf, après avis de l'Inspection, en ce qui concerne l'attestation de réussite de la phase 1 résultant de l'acquisition des compétences-seuils nécessaires pour son passage en phase 2 au sein de la classe SSAS.

§ 9. Le Gouvernement arrête les modalités d'organisation et de fonctionnement des classes SSAS notamment en ce qui concerne les périodes de socialisation et les périodes d'essai en immersion dans un milieu scolaire. »

Art. 21. L'article 80, § 2, du même décret est complété par un 9^o rédigé comme suit :

« 9^o émettre un avis motivé sur l'opportunité pour un élève de fréquenter une classe SSAS. »

Art. 22. Dans l'article 80, § 3, 1^o du même décret, les mots :

« . Ce plan individuel d'apprentissage comprend un plan individuel de transition (P.I.T.), tel que défini à l'article 4, § 1^{er}, 3^o du même décret, qui tend à établir dès l'inscription, les liens nécessaires entre les différents partenaires en vue d'élaborer et de favoriser le continuum école-vie adulte. Ce P.I.T. relève d'un processus dynamique qui comprend :

- les caractéristiques du jeune (capacités, aptitudes, compétences et attentes);
- les demandes et exigences de la vie adulte (secteur de l'emploi, vie associative, centre d'hébergement, centre d'accueil,...);
- un réexamen permanent du plan d'action;

Le P.I.T. sera adapté périodiquement, notamment, en fonction de l'évolution du jeune en regard de son projet de vie à l'âge adulte. » sont ajoutés après le mot « sociales ».

Art. 23. L'article 97 du même décret est modifié comme suit :

Les mots « l'accompagnement à l'intégration » sont remplacés par les mots « la coordination des projets d'intégration »;

Les mots « , la mise en œuvre du plan individuel de transition » sont ajoutés entre les mots « la médiation et/ou la coordination pédagogique » et les mots « .Ces tâches peuvent être assurées ».

Art. 24. L'article 104*bis*, 1^o du même décret est modifié comme suit :

Les mots « et 7, » sont remplacés par les mots « 7 et 8, »

Art. 25. Le chapitre VI du même décret est complété par un article 108*bis* rédigé comme suit :

« Article 108*bis*. Dans chaque établissement d'enseignement spécialisé peuvent être assurés, dans les limites du capital-périodes utilisable des périodes réservées à la coordination des projets d'intégration, à la coordination et à la mise en œuvre du Plan Individuel de Transition. Ces tâches peuvent être assurées par un ou plusieurs membres du personnel paramédical, social et psychologique dans le respect des règles statutaires. »

Art. 26. Le chapitre VII du même décret est complété par un article 119*bis* rédigé comme suit :

« Article 119*bis*. Dans chaque établissement d'enseignement spécialisé peuvent être assurés, dans les limites du capital-périodes utilisable des périodes réservées à la coordination des projets d'intégration, à la coordination et à la mise en œuvre du Plan Individuel de Transition. Ces tâches peuvent être assurées par un ou plusieurs membres du personnel auxiliaire d'éducation dans le respect des règles statutaires. »

Art. 27. L'article 132, du même décret est complété par un § 6 rédigé comme suit :

« Pour tout élève en intégration permanente totale un plan individuel d'apprentissage est élaboré et ajusté par le ou les membres(s) du personnel de l'enseignement spécialisé en concertation avec le conseil de classe dans l'enseignement secondaire ordinaire ou l'équipe éducative dans l'enseignement fondamental ordinaire. »

Art. 28. Dans l'article 192 du même décret, il est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut autoriser, sur avis favorable motivé du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, dans une province composée de plusieurs zones, le maintien de ce même type d'enseignement dans chaque zone de la province concernée pour le réseau concerné. »

Art. 29. Dans le chapitre XV, Section 2, du même décret, il est inséré un article 194*bis* rédigé comme suit :

« Le Gouvernement procède, au minimum tous les trois ans et pour la première fois pendant l'année 2013, à une analyse des données disponibles concernant, zone par zone, la démographie et les besoins prévisibles en termes de nombre de places, par type d'enseignement. Le Gouvernement transmet cette analyse au Parlement. »

Art. 30. Dans l'article 198 du même décret, il est inséré un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Par dérogation aux normes de programmation, sur base de l'analyse visée à l'article 194*bis* du même décret, le Gouvernement peut autoriser l'organisation d'un type d'enseignement fondamental spécialisé, sur avis favorable motivé du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, par réseau et par zone, dans une école existante. »

Art. 31. Dans l'article 200, § 6 du même décret, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut autoriser, sur avis favorable motivé du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, dans une province composée de plusieurs zones, le maintien des formes d'enseignement secondaire spécialisé organisées dans un établissement dans chaque zone de la province concernée pour le réseau concerné. »

Art. 32. L'article 204 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cas où un établissement n'atteint pas les normes minimales pour maintenir tous les secteurs qu'il organise, dans la zone, en justifiant de la nécessité de ce maintien en fonction des besoins des élèves, le Gouvernement peut autoriser le maintien des secteurs organisés, sur avis favorable motivé du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé. »

Art. 33. Dans l'article 205 du même décret, il est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut autoriser, sur avis favorable motivé du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, dans une province composée de plusieurs zones, le maintien d'une forme déterminée dans chaque zone de la province concernée pour le réseau concerné. »

Art. 34. Dans le chapitre XV, Section 5, du même décret, il est inséré un article 208*bis* rédigé comme suit :

« Le Gouvernement procède, au minimum tous les trois ans et pour la première fois pendant l'année 2013, à une analyse des données disponibles concernant, zone par zone, la démographie et les besoins prévisibles en termes de nombre de places, par type et par forme d'enseignement. Le Gouvernement transmet cette analyse au Parlement. »

Art. 35. L'article 209, dernier alinéa, du même décret est complété par la phrase suivante :

« Par dérogation aux normes de programmation sur avis favorable motivé du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, le Gouvernement, sur base de l'analyse précisée à l'article 208*bis*, peut autoriser la création d'une implantation de forme 4 ». »

Art. 36. Dans l'article 211 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

Le paragraphe 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux normes de programmation, le Gouvernement, sur base de l'analyse visée à l'article 208*bis*, peut autoriser l'organisation des différentes formes d'enseignement secondaire spécialisé, sur avis favorable motivé du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, par réseau et par zone. »

Le paragraphe 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation aux normes de programmation, le Gouvernement peut autoriser un établissement à créer un nouveau secteur professionnel qui n'atteint pas les normes minimales de création et ce, dans une zone où il est constaté une pénurie d'un métier, sur avis favorable motivé du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé. L'établissement est tenu de justifier d'un encadrement adéquat au niveau enseignant ainsi que d'une infrastructure adaptée. Enfin, il doit atteindre les normes de maintien en vigueur pour tous les secteurs professionnels y compris celui nouvellement créé et ce dès le 30 septembre de l'année scolaire en cours. En cas de non respect de cette norme le nouveau secteur sera fermé à la même date. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 37. L'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que modifié, est complété par un 6ème alinéa rédigé comme suit :

« Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement spécialisé, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser la scolarisation des élèves bénéficiant d'un enseignement spécialisé tel que défini aux articles 8*bis* et 8*ter* du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou de l'instance de concertation locale ou du conseil d'entreprise ou à défaut de la délégation syndicale pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

Art. 38. L'article 13*bis*, § 1^{er}, alinéa 1 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel que modifié, est modifié :

Les mots « , de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou à défaut de l'instance de concertation locale, ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française » sont supprimés.

Art. 39. L'article 13*ter*, § 1^{er} du même décret, est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Les moyens de fonctionnement peuvent permettre l'engagement d'interprètes sous contrat de travail à durée déterminée, sous contrat de prestation de services ou sous contrat de collaboration. »

Art. 40. L'article 31 du même décret, est complété par un 7^e alinéa rédigé comme suit :

« Pour autant que l'école organise un apprentissage par immersion en langue des signes, il est octroyé 2 heures de capital-périodes supplémentaire par cours organisé tel que prévu au paragraphe 1^{er}. Ces deux heures doivent permettre aux élèves scolarisés sur la base des articles 12, 13, 13bis et 13ter du présent décret de bénéficier d'un cours de langue moderne en langue des signes. »

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 41. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 octobre 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des Chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

Session 2012-2013.

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 535-1. Rapport, n° 535-2.

Session 2013-2014.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 16 octobre 2013.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29639]

17 OKTOBER 2013. — **Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen betreffende het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon basisonderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de Psycho-Medisch-Sociale Centra (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende het taalbadonderwijs en het gebarentaalbadonderwijs in de gemeenschappelijke eerste graad van het gewoon secundair onderwijs*

Artikel 1. Artikel 2, 1°, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met twee leden :

— “Tweetalige klas Frans-gebarentaal” : klas binnen welke een deel van de leerlingen onderwijs in de Franse taal geniet terwijl gelijktijdig dove of slechthorende leerlingen gebarentaalbadonderwijs en onderwijs in het schriftelijke Frans genieten.

— “Leraar dovenscultuur” : leerkracht die de culturele specificiteit van de gebarentaal beheerst en van wie de moedertaal de gebarentaal is.”.

Art. 2. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt met een vierde paragraaf aangevuld, luidend als volgt :

“§ 4. In afwijking van de eerste paragraaf, in de tweetalige klassen Frans-gebarentaal, omvat de lesrooster voor de dove of slechthorende leerlingen :

1° de gemeenschappelijke opleiding, naar rata van 30 lestijden per week, waaronder 2 lestijden voorbehouden voor het gebarentaalonderwijs en het dovenscultuuronderwijs;

2° aanvullende activiteiten in het enkele studiegebied Frans, naar rata van 2 lestijden per week.

Art. 3. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 9°, luidend als volgt :

“9° het gebarentaalonderwijs en dovenscultuuronderwijs naar rata van 2 lestijden per week in de tweetalige klassen Frans-gebarentaal.”.

Art. 4. In titel II van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IV ingevoegd, luidend als volgt :

“Hoofdstuk IV. – Gebarentaalbadonderwijs en onderwijs in het schriftelijke Frans in tweetalige klassen Frans-gebarentaal”.

Art. 5. In titel II van hetzelfde decreet wordt in het nieuwe hoofdstuk IV een artikel 12*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 12*bis*. § 1. In het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, op de aanvraag van het inrichtingshoofd, na het advies te hebben ingewonnen van de participatieraad en na raadpleging van het basisoverlegcomité, kan de Regering een inrichting ertoe machtigen het geheel van de lessen en pedagogische activiteiten in het kader van tweetalige klassen Frans-gebarentaal in te richten.

In het gesubsidieerd onderwijs, kan de Regering een inrichtende macht ertoe machtigen in één van de inrichtingen die hij inricht het geheel van de lessen en de pedagogische activiteiten van de lesrooster in het kader van tweetalige klassen Frans-gebarentaal in te richten. De aanvraag gaat samen met het advies van de participatieraad en met het resultaat van de raadpleging van de plaatselijke paritaire commissie voor de inrichtingen voor door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd officieel onderwijs, van de ondernemingsraad, of bij gebreke daaraan, de plaatselijke overleginstantie, of bij gebreke daaraan, van de syndicale delegaties voor de inrichtingen voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs.

Per betrokken school, moet een minimum van 4 lestijden per week die onder de lessen Franse taal, de gebarentaallessen en/of de lessen moderne taal 1 ressorteren, door leerkrachten met dovencultuur verstrekt worden; indien deze lestijden niet aan leerkrachten met dovencultuur toegekend kunnen worden, kunnen deze lessen door leerkrachten die over bekwaamheidsbewijzen beschikken zoals bedoeld bij artikel 8, 2*bis* van het besluit van de Executieve van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, verstrekt worden.

Wanneer een school of een vestiging tweetalige klassen Frans-gebarentaal organiseert, wordt deze organisatie in het inrichtingsproject geïntegreerd.

§ 2. De leerling begint het gebarentaalbadonderwijs in tweetalige klassen Frans-gebarentaal op het niveau van het gemeenschappelijke eerste jaar van het secundair onderwijs. Dit gebarentaalbadonderwijs in tweetalige klassen Frans-gebarentaal kadert in het pedagogische continuüm betreffende het gebarentaalbadonderwijs in tweetalige klassen Frans-gebarentaal ontwikkeld in het basisonderwijs ongeacht de inrichting.

In afwijking van het vorige lid, kan de klassenraad een leerling toelaten dit onderwijs aan te vatten op het niveau van het gemeenschappelijke eerste of tweede jaar of van één van de aanvullende jaren ingericht op het einde van het gemeenschappelijke eerste of tweede jaar voor zover de leerling het bewijs levert dat hij de noodzakelijke competenties beheerst.

Een secundaire school die gebarentaalbadonderwijs in tweetalige klassen Frans-gebarentaal begint in te richten, doet het progressief vanaf het begin van het gemeenschappelijke eerste jaar tot het einde van het gemeenschappelijke tweede jaar en waarborgt dat een leerling die met het taalbadonderwijs is begonnen dit onderwijs kan voortzetten gedurende het vervolg van zijn studies binnen de eerste graad van dezelfde inrichting.”.

Art. 6. In titel II van hetzelfde decreet, in het nieuwe hoofdstuk IV, wordt een artikel 12*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 12*ter*. – In het secundair onderwijs wordt voor het gebarentaalbadonderwijs in tweetalige klassen Frans-gebarentaal door leraren algemene vakken belast met gebarentaalbadlessen gezorgd.

De werkingsmiddelen kunnen de aanwerving van tolken toelaten met een arbeidsovereenkomst voor bepaalde duur, met een overeenkomst voor dienstverlening of met een samenwerkingsovereenkomst.”.

Art. 7. Het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zoals gewijzigd, wordt met een artikel 16*ter* aangevuld, luidend als volgt :

“Onafhankelijk van het totale aantal van lestijden-leraar wordt, per schooljaar, voor alle inrichtingen voor secundair onderwijs die tweetalige klassen Frans-gebarentaal inrichten zoals bepaald bij artikel 2, 1°, van het decreet betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs van 30 juni 2006, op basis van het aantal dove of slechthorende regelmatige leerlingen, op 1 oktober van het lopende schooljaar, toegekend :

- a) 8 lestijden per dove of slechthorende leerling die school loopt bij een tweetalige klas Frans-gebarentaal;
- b) 2 lestijden per tweetalige klasse Frans-gebarentaal voorbehouden voor de gebarentaallessen en de lessen van dovencultuur.

De lestijden bedoeld bij het eerste lid, a, b, komen in aanmerking voor de werving in vast verband van de personeelsleden.”.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs

Art. 8. Artikel 4, § 1, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met een 27°, een 28°, een 29° en een 30°, luidend als volgt :

“27° SSAS klas : Schoolstructuur voor de steun aan de socialisatie of resocialisatie, ingesteld binnen het gespecialiseerd lager onderwijs en in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 2, vorm 3 en vorm 4, die jongeren die aan structurele stoornissen en/of persoonlijkheidsstoornissen lijden, ongeacht het type gespecialiseerd onderwijs waaronder ze ressorteren, een resocialisatie- of herstructurende structuur aanbiedt waardoor een wederinschakeling in een leerstructuur mogelijk wordt gemaakt.

28° leerlingen die een SSAS klas volgen : leerlingen die aan structurele stoornissen en/of persoonlijkheidsstoornissen lijden voor wie alle orthopedagogische, maatschappelijke en/of paramedische middelen, die eigen zijn aan elk type onderwijs, ingesteld werden, en ontoereikend bleken. Deze leerlingen worden momenteel opgenomen om ze toe te laten het nodige evenwicht opnieuw te vinden om een persoonlijk project te bepalen en hun toe te laten een wederinschakeling in een leerstructuur te bewerkstelligen.

29° zone : de Regering bepaalt de zones die ingericht worden op het niveau van het beheer van het gespecialiseerd onderwijs en van zijn personeelsleden alsook de geografische entiteiten waaruit ze bestaan.

30° individueel overgangsplan (P.I.T.) : het individueel overgangsplan, geïntegreerd in het individueel leerplan (P.I.A.) is een denkaanpak die ernaar streeft, vanaf de inschrijving voor het gespecialiseerd secundair onderwijs, de nodige banden tussen de verscheidene partners te leggen met als doel het opbouwen en behartigen van het continuüm school-leven als volwassene.

31° instelling belast met de begeleiding : psycho-medisch-sociaal centrum belast met een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs of in integratietoestanden, psycho-medisch-sociaal centrum belast met een inrichting voor gewoon onderwijs en psycho-medisch-sociaal centrum belast met een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs.”.

Art. 9. In artikel 12, § 1, tweede lid van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 5 februari 2009, 1 februari 2012 en 12 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) de tweede zin wordt vervangen door de volgende zin “De Regering bepaalt het model van het getuigschrift en het bewijsprotocol, alsook de communicatieregels”;

2°) bij 1° worden de woorden “door een psycho-medisch-sociaal centrum” vervangen door de woorden “door een psycho-medisch-sociaal centrum belast met een inrichting voor gewoon onderwijs”;

3°) bij 3°, a), worden de woorden “door een psycho-medisch-sociaal centrum, door een dienst voor school- en beroepsoriëntatie” vervangen door de woorden “door een psycho-medisch-sociaal centrum belast met een inrichting voor gewoon onderwijs.”.

Art. 10. Artikel 13, § 2, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd :

De woorden “op grond van een gemeenschappelijk en met redenen omkleed advies van de klassenraad en van de instelling belast met de begeleiding” worden vervangen door de woorden “op grond van een met redenen omkleed advies van de klassenraad bijgestaan door de instelling voor begeleiding”.

Art. 11. Artikel 14, § 3, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd :

De woorden “op grond van een gemeenschappelijk en met redenen omkleed advies van de klassenraad en van de instelling belast met de begeleiding” worden vervangen door de woorden “op grond van een met redenen omkleed advies van de klassenraad bijgestaan door de instelling voor begeleiding”.

Art. 12. Hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt met een artikel 15^{ter} aangevuld, luidend als volgt :

“Artikel 15^{ter}. De Regering kan een jaarlijkse afwijking toestaan aan een school voor basisonderwijs of gespecialiseerd secundair onderwijs die aanvaardt een leerling in te schrijven die onder een ander type gespecialiseerd onderwijs ressorteert dan dat/deze door ze ingericht, en dit krachtens een uitzonderlijke toestand enkel gemotiveerd door een gebrek aan aanbod van gespecialiseerd onderwijs dat elke mogelijkheid tot studie belet en na gunstig advies van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs.

De gespecialiseerde school die aanvaardt deze leerling in te schrijven, geniet voor de betrokken leerling, voor het lopende schooljaar, een subsidie- en dotatiecijfer en de begeleidingsperiodes voortgebracht door het kencijfer met betrekking tot het type onderwijs vermeld op het oriëntatieattest van de betrokken leerling.”.

Gedurende de afwijkingsperiode wordt de leerling geacht regelmatig ingeschreven te zijn.

Art. 13. In hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een afdeling 4^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

“Afdeling 4^{bis}. – De organisatie van een SSAS (Schoolstructuur voor de steun aan de socialisatie of resocialisatie)”.

Art. 14. In afdeling 4^{bis}, die nieuw ingevoegd werd in hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt een artikel 26^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 26^{bis}. § 1. De SSAS klassen kunnen ingericht worden in elke inrichting voor lager onderwijs die ertoe gemachtigd wordt de types gespecialiseerd onderwijs in te richten voor de betrokken leerlingen; deze klassen kunnen afwijken van de verplichtingen die opgelegd worden inzake organisatie van de lessen lichamelijke opvoeding, handarbeid, samenstelling van de lesroosters en aanwijzing van de leerkrachten op het niveau van de lessen van het lesrooster.

§ 2. In iedere inrichting die één of meerdere SSAS klassen inricht, wordt een specifiek pedagogisch project opgesteld waarbij de nadere regels voor een SSAS klasse en de criteria voor de oriëntatie daarna bepaald worden. Dit specifieke pedagogische project wordt in de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs behouden en ter beschikking gehouden van de Inspectiediensten en de Diensten van de Regering.

Iedere SSAS klas wordt in twee periodes georganiseerd :

1° een socialisatieperiode waarbij de schoolherinschakeling mogelijk wordt gemaakt en het opstellen van een persoonlijk project voor de jongere;

2° een immersieperiode waarbij de herinschakeling van de jongere in de leerstructuur mogelijk wordt gemaakt.

Elke periode bedraagt een maximale duur van twaalf kalendermaanden behoudens met redenen omkleed advies van de Klassenraad van de SSAS klas. De Klassenraad van de SSAS klas beslist over de overgang van de leerling van de socialisatieperiode naar de immersieperiode.

De klassenraad zorgt voor de follow-up van de jongere in het kader van zijn project en de beslissing van zijn terugkeer naar een leerstructuur.

§ 3. De SSAS Klassenraad is inzonderheid belast met de evaluatie, de precieze beschrijving als dan niet wijziging van het SSAS specifieke pedagogische project, het met redenen omkleed beslissen over de terugkeer van de leerling naar een leerstructuur.

Hij bestaat uit de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel en het hulpopvoedend personeel, die de opdracht hebben van de instructie en de opvoeding van een SSAS klas en die ervoor verantwoordelijk zijn.

In het kader van zijn opdrachten zoals bepaald bij het eerste lid kan de SSAS Klassenraad een beroep doen op elke occasionele samenwerking die hij nodig acht.

Minimum twee keer per jaar, wordt een comité ingericht voor de follow-up samengesteld uit leden van de uitgebreide SSAS klassenraad, met desgevallend een vertegenwoordiger van het vertegenwoordiging- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het onderwijs, een vertegenwoordiger van de instelling belast met de begeleiding, het personeelslid belast met de follow-up van de socialisatieactiviteiten of de proefstages, een lid van het onderwijzend personeel (buiten SSAS klas) en een lid van de Inspectiedienst van het gespecialiseerd onderwijs.

§ 4. De leerlingen ingeschreven in een SSAS klas genereren een lestijdenpakket dat gebruikt kan worden volgens dezelfde regels als voor de leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs van het type onderwijs waaronder ze ressorteren.

§ 5. De Regering bepaalt de nadere regels voor de organisatie en de werking van de SSAS klassen inzonderheid wat betreft de socialisatieperiodes en de proefperiodes in immersie in een schoolomgeving.”.

Art. 15. Artikel 32, § 3, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 7^o, luidend als volgt :

“7^o een met redenen omkleed advies uitbrengen over de geschiktheid voor een leerling van het lager onderwijs om in een SSAS klas school te lopen.”.

Art. 16. Hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 44^{ter}, luidend als volgt :

“Artikel 44^{ter}. – In elke inrichting voor gespecialiseerd basisonderwijs wordt, binnen de perken van het bruikbare lestijdenpakket en na alle lessen te hebben ingericht bepaald in de lesroosters van de leerlingen, gezorgd voor de coördinatie van de herinschakelingsprojecten, de opvang, de observatie en de tijdelijke opvang van de nieuwe leerlingen, de begeleiding van leerlingen die momentele problemen ervaren, de mediatie en/of de pedagogische coördinatie. Voor deze opdrachten kan door één of meerdere leden van het onderwijzend personeel van het basisonderwijs gezorgd worden met inachtneming van de statuutbepalingen.”.

Art. 17. Artikel 51 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

“De leerlingen die niet meer aan de leerplicht onderworpen zijn, kunnen ook het getuigschrift van basisonderwijs verkrijgen mits inachtneming van de voorwaarden bepaald bij artikel 23 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs.”.

Art. 18. Artikel 57 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 6^o, luidend als volgt :

“6^o. De leerlingen die niet meer aan de leerplicht onderworpen zijn, kunnen ook het getuigschrift van basisonderwijs verkrijgen mits inachtneming van de voorwaarden bepaald bij artikel 23 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1999 tot vaststelling van de vorm en de regels voor de uitreiking van het getuigschrift van basisonderwijs.”.

Art. 19. In hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt een afdeling 8^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

“Afdeling 8^{bis}. – De organisatie van een SSAS (Schoolstructuur voor de steun aan de socialisatie of resocialisatie)”.

Art. 20. In afdeling 8^{bis}, die nieuw ingevoegd werd in hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt een artikel 67^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 67^{bis}. § 1. De SSAS klassen kunnen ingericht worden in elke inrichting voor secundair onderwijs die ertoe gemachtigd wordt de types en de vormen 2, 3 en 4 van het gespecialiseerd onderwijs in te richten voor de betrokken leerlingen; deze klassen worden ingericht op basis van de roosters van vorm 1 van het gespecialiseerd secundair onderwijs.

§ 2. In iedere inrichting die één of meerdere SSAS klassen inricht, wordt een specifiek pedagogisch project opgesteld waarbij de nadere regels voor een SSAS klasse en de criteria voor de oriëntatie naar die klas bepaald worden. Dit specifieke pedagogische project wordt in de inrichting voor gespecialiseerd onderwijs behouden en ter beschikking gehouden van de Inspectiediensten en de Diensten van de Regering.

Iedere SSAS klas wordt in twee periodes georganiseerd :

1^o een socialisatieperiode waarbij de schoolherinschakeling en het opstellen van een persoonlijk project voor de jongere mogelijk worden gemaakt;

2^o een immersieperiode waarbij de herinschakeling van de jongere in de leerstructuur mogelijk wordt gemaakt.

Elke periode bedraagt een maximale duur van twaalf kalendermaanden behoudens met redenen omkleed advies van de Klassenraad van de SSAS klas. De Klassenraad van de SSAS klas beslist over de overgang van de leerling van de socialisatieperiode naar de immersieperiode.

De Klassenraad zorgt voor de follow-up van de jongere in het kader van zijn project en de beslissing van zijn terugkeer naar een leerstructuur.

§ 3. In het secundair onderwijs van vorm 2, kan een SSAS klas leerlingen opnemen van fase 1 en fase 2.

§ 4. In het secundair onderwijs van vorm 3, kan een SSAS klas leerlingen van fase 1 opnemen, tijdens de observatietijd na advies van de Inspectie en, gedurende de polyvalente aanpak in een beroepssector na de Inspectie erover te hebben geïnformeerd.

Een SSAS klas kan ook leerlingen van fase 2 ontvangen.

§ 5. In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, kan een SSAS klas leerlingen ontvangen die onder de eerste of de tweede graad ressorteren.

Wanneer het om het gespecialiseerd onderwijs van type 5 gaat, kan een SSAS klas ook leerlingen uit de derde graad van het gewoon secundair onderwijs of van de derde graad van vorm 4 van het gespecialiseerd secundair onderwijs opnemen.

§ 6. De SSAS Klassenraad is inzonderheid belast met de evaluatie, het bijwerken of de wijziging van het SSAS specifieke pedagogische project, het met redenen omkleed beslissen over de terugkeer van de leerling naar een leerstructuur.

Hij bestaat uit de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het paramedisch, psychologisch en sociaal personeel en het hulpopvoedend personeel, die de opdracht hebben van de instructie, de opvoeding en de opleiding van een groep leerlingen en die ervoor verantwoordelijk zijn.

In het kader van zijn opdrachten zoals bepaald bij het eerste lid kan de SSAS Klassenraad een beroep doen op elke occasionele samenwerking die hij nodig acht.

Minimum twee keer per jaar, wordt een comité voor de follow-up ingericht, samengesteld uit leden van de uitgebreide SSAS klassenraad, met desgevallend een vertegenwoordiger van het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het onderwijs, een vertegenwoordiger van de instelling belast met de begeleiding, het personeelslid belast met de follow-up van de socialisatieactiviteiten of de proefstages, een lid van het onderwijzend personeel (buiten SSAS klas) en een lid van de Inspectiedienst van het gespecialiseerd onderwijs.

§ 7. De leerlingen ingeschreven in een SSAS klas genereren een lestijdenpakket dat gebruikt kan worden volgens dezelfde regels als voor de leerlingen van het gespecialiseerd onderwijs van de vorm en het type onderwijs waaronder ze ressorteren.

§ 8. De kwalificaties kunnen niet uitgereikt worden zolang de leerling ingeschreven is in een SSAS klas, behoudens, na advies van de Inspectie, wat betreft het slaagattest van fase 1 dat voortvloeit uit de verwerving van drempelcompetenties die noodzakelijk zijn voor de overgang naar fase 2 binnen de SSAS klas.

§ 9. De Regering bepaalt de nadere regels voor de organisatie en de werking van de SSAS klassen inzonderheid wat betreft de socialisatieperiodes en de proefperiodes in immersie in een schoolomgeving.”.

Art. 21. Artikel 80, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 9°, luidend als volgt :

“9° een met redenen omkleed advies uitbrengen over de geschiktheid voor een leerling om in een SSAS klas school te lopen.”.

Art. 22. In artikel 80, § 3, 1° van hetzelfde decreet worden na de woorden “maatschappelijke activiteiten” de volgende woorden ingevoegd :

“. Dit individuele leerplan omvat een individueel overgangsplan zoals bepaald bij artikel 4, § 1, 30° van hetzelfde decreet, dat ertoe strekt, vanaf de inschrijving, de noodzakelijke banden te leggen tussen de verscheidene partners met als doel het ontwikkelen en behartigen van het continuüm school-leven als volwassene. Dit individuele overgangsplan staat in direct verband met een dynamisch proces waarin vervat zijn :

- de kenmerken van de jongere (bekwaamheden, vaardigheden, competenties en verwachtingen);
- de verplichtingen en vereisten van het leven als volwassene (jobsector, verenigingsleven, huisvestingscentrum, opvangcentrum, ...);
- een permanent vernieuwd onderzoek van het actieplan;

Het individuele overgangsplan zal periodiek aangepast worden, inzonderheid, in functie van de evolutie van de jongere tegenover zijn levensproject als volwassene.”.

Art. 23. Artikel 97 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

De woorden “de begeleiding ten gunste van de integratie” worden vervangen door de woorden “de coördinatie van de inschakelingsprojecten”;

De woorden “, het implementeren van het individuele overgangsplan” worden ingevoegd tussen de woorden “de bemiddeling en/of de pedagogische coördinatie gezorgd” en de woorden “. Deze opdrachten kunnen waargenomen worden”.

Art. 24. Artikel 104*bis*, 1° van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

De woorden “en 7,” worden vervangen door de woorden “7 en 8,”.

Art. 25. Hoofdstuk VI van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 108*bis*, luidend als volgt :

“Artikel 108*bis*. – In iedere inrichting voor gespecialiseerd onderwijs kunnen lestijden besteed worden, binnen de perken van het aanwendbare lestijdenpakket, aan de coördinatie van de inschakelingsprojecten, de coördinatie en het implementeren van het individuele overgangsplan. Deze opdrachten kunnen door één of meerdere leden waargenomen worden van het paramedisch, sociaal en psychologisch personeel met inachtneming van de statuutbepalingen.”.

Art. 26. Hoofdstuk VII van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 119*bis*, luidend als volgt :

“Artikel 119*bis*. – In iedere inrichting voor gespecialiseerd onderwijs kunnen lestijden besteed worden, binnen de perken van het aanwendbare lestijdenpakket, aan de coördinatie van de inschakelingsprojecten, de coördinatie en het implementeren van het individuele overgangsplan. Deze opdrachten kunnen door één of meerdere leden waargenomen worden van het paramedisch, sociaal en psychologisch personeel met inachtneming van de statuutbepalingen.”.

Art. 27. Aan artikel 132 van hetzelfde decreet wordt een zesde paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

“Voor elke leerling in totale permanente inschakeling wordt een individueel leerplan opgesteld en bijgewerkt door het (of de) personeelslid (-leden) van het gespecialiseerd onderwijs in overleg met de klassenraad in het gewoon secundair onderwijs of het educatieve team in het gewoon basisonderwijs.”.

Art. 28. In artikel 192 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid, luidend als volgt, ingevoegd :

“In afwijking van het vorige lid kan de Regering, na gunstig met redenen omkleed advies van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, in een provincie bestaande uit meerdere zones, het behoud toelaten van ditzelfde onderwijstype in elke zone van de betrokken provincie voor het betrokken net.”.

Art. 29. In hoofdstuk XV, Afdeling 2, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 194*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“De Regering gaat, minimum om de drie jaar en voor de eerste keer gedurende het jaar 2013, over tot een analyse van de beschikbare gegevens betreffende, zone per zone, de demografie en de voorzienbare behoeften wat betreft het aantal plaatsen, per onderwijstype. De Regering zendt deze analyse aan het Parlement over.”.

Art. 30. In artikel 198 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 5. In afwijking van de programmatienormen, op basis van de analyse bedoeld bij artikel 194bis van hetzelfde decreet, kan de Regering de organisatie toelaten van een type gespecialiseerd basisonderwijs, op gunstig met redenen omkleed advies van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, per net en per zone, in een bestaande school.”.

Art. 31. In artikel 200, § 6 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het vorige lid, kan de Regering, op gunstig met redenen omkleed advies van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, in een provincie bestaande uit verscheidene zones, het behoud toelaten van de vormen van het gespecialiseerd secundair onderwijs ingericht in een inrichting van iedere zone van de betrokken provincie voor het betrokken net.”.

Art. 32. Artikel 204 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

“Indien een inrichting niet de minimumnormen behaalt inzake behoud van alle sectoren die ze inricht, in de zone, terwijl ze het bewijs levert dat het behoud noodzakelijk is om aan de behoeften van de leerlingen te voldoen, kan de Regering het behoud toestaan van de ingerichte sectoren, op gunstig met redenen omkleed advies van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs.”.

Art. 33. In artikel 205 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het vorige lid, kan de Regering, op gunstig met redenen omkleed advies van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, in een provincie bestaande uit verscheidene zones, het behoud toelaten van een welbepaalde vorm in iedere zone van de betrokken provincie voor het betrokken net.”.

Art. 34. In hoofdstuk XV, Afdeling 5, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 208bis ingevoegd, luidend als volgt :

“De Regering gaat, minimum om de drie jaar en voor de eerste keer gedurende het jaar 2013, over tot een analyse van de beschikbare gegevens betreffende, zone per zone, de demografie en de voorzienbare behoeften wat betreft het aantal plaatsen, per onderwijstype en -vorm. De Regering zendt deze analyse aan het Parlement over.”.

Art. 35. Artikel 209, laatste lid, van hetzelfde decreet wordt met de volgende zin aangevuld :

“In afwijking van de programmatienormen, op basis van de analyse bedoeld bij artikel 208bis, kan de Regering de oprichting toelaten van een vestiging van vorm 4, op gunstig met redenen omkleed advies van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs”.

Art. 36. In artikel 211 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

“In afwijking van de programmatienormen, op basis van de analyse bedoeld bij artikel 208bis, kan de Regering de organisatie toelaten van de verschillende vormen van het gespecialiseerd secundair onderwijs, op gunstig met redenen omkleed advies van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, per net en per zone.”

b) paragraaf 3 wordt met het volgende lid aangevuld :

“In afwijking van de programmatienormen kan de Regering een inrichting ertoe machtigen een nieuwe beroepssector op te richten die niet aan de minimale normen inzake oprichting voldoet en dit, in een zone waarin een schaarste betreffende een beroep vastgesteld wordt, op gunstig met redenen omkleed advies van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs. De inrichting wordt ertoe gehouden voor een aangepaste begeleiding te zorgen op het onderwijzend niveau alsook voor een aangepaste infrastructuur. Ze moet ook de normen behalen inzake behoud, die geldend zijn voor alle beroepssectoren met inbegrip van de nieuwe opgerichte sector en dit vanaf 30 september van het lopende schooljaar. Wordt deze norm niet in acht genomen, dan wordt de nieuwe sector op dezelfde datum gesloten.”.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 37. Artikel 67 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals gewijzigd, wordt aangevuld met een zesde lid, luidend als volgt :

“Wanneer het om een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs gaat, bepaalt het inrichtingsproject de pedagogische keuzen en de prioritaire acties die ondernomen worden om de studies van de leerlingen te behartigen die gespecialiseerd onderwijs genieten zoals bepaald bij de artikelen 8bis en 8ter van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs na raadpleging van het basisoverlegcomité voor de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, van de locale paritaire commissie voor de inrichtingen voor officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of de plaatselijke overleginstantie of de ondernemingsraad of bij gebreke daaraan van de syndicale afvaardiging voor de inrichtingen voor vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.”.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving

Art. 38. Artikel 13bis, § 1, eerste lid van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd, wordt gewijzigd :

De woorden “, van de Plaatselijke paritaire commissie voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd officieel onderwijs, van de ondernemingsraad, of bij gebrek eraan door de plaatselijke overleginstantie, of bij gebrek eraan door de vakverenigingen voor de inrichtingen voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs” worden afgeschaft.

Art. 39. Artikel 13ter, § 1 van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

“De werkmiddelen kunnen de aanwerving van tolken toelaten met een arbeidsovereenkomst voor bepaalde duur, met een overeenkomst voor dienstverlening of met een samenwerkingsovereenkomst.”.

Art. 40. Artikel 31 van hetzelfde decreet, wordt met een zevende lid aangevuld, luidend als volgt :

“Voor zover de school leeractiviteiten inricht door gebarentaalbad, worden twee uren bijkomend lestijdenpakket toegekend per les ingericht zoals bedoeld bij paragraaf 1. Deze twee uren moeten de schoolgaande leerlingen ertoe in staat stellen op basis van de artikelen 12, 13, 13bis en 13ter van dit decreet les te kunnen volgen in gebarentaal over een moderne taal.”.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 41. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 17 oktober 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

Zitting 2012-2013.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 535-1. — Verslag, nr. 535-2.

Zitting 2013-2014.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 16 oktober 2013.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29640]

21 NOVEMBRE 2013. — Décret relatif aux élections rectorales à l'Université de Liège et à l'Université de Mons

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 4 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 5, alinéa 4, les termes « le recteur et le vice-recteur en charge des sites de l'Université de Liège ainsi que » sont insérés entre les mots « qui le préside, » et les mots « quatre représentants »;

2° le paragraphe 8 est remplacé par ce qui suit :

« § 8. L'Université de Liège crée en son sein, à partir de l'année académique 2009-2010, un organe appelé « Gembloux Agro-Bio Tech » qui a, notamment, pour objet l'enseignement, la recherche et les services à la Communauté dans le domaine des sciences agronomiques et de l'ingénierie biologique.

Cet organe comprend une faculté dénommée « Faculté des sciences agronomiques et d'ingénierie biologique » ainsi qu'un centre de recherche intitulé « Centre universitaire de recherche en agronomie et en ingénierie biologique de Gembloux ». A partir de l'année académique 2014-2015, le centre de recherche prend la dénomination « Terra ».

Cet organe assure les activités d'enseignement et les activités de recherche et de service précédemment organisées par la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux. »

3° le paragraphe 9 est remplacé par ce qui suit :

« § 9. A partir de l'année académique 2014-2015, il est créé un comité stratégique de « Gembloux Agro-Bio Tech » qui est un organe d'avis, chargé de l'orientation générale des programmes d'enseignement et de recherche en synergie avec les projets locaux, de leur valorisation, ainsi que, plus généralement, de son rayonnement. Y siègent avec voix délibérative, outre le gouverneur de la province de Namur ou la personne déléguée par lui, qui le préside, le bourgmestre de la ville de Gembloux, le recteur et le vice-recteur en charge des sites de l'Université de Liège, ainsi que trois représentants des milieux économiques et sociaux de cette province désignés par leurs instances respectives.

Le commissaire du Gouvernement et le délégué du Ministre du Budget près l'Université de Liège, désignés en vertu des articles 1^{er} et 7 du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires, assistent aux réunions du comité stratégique. ».

Art. 2. Dans le chapitre II, section 1^{re}, de la loi du 28 avril 1953 précitée, dont les articles 6 à 8 forment la sous section première « Composition », l'article 6, modifié par le décret du 31 mars 2004, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le recteur est nommé par le Gouvernement pour un terme de quatre ans suivant la procédure prévue à l'article 11 de la présente loi parmi les professeurs ordinaires de l'Université.

Le Conseil d'administration de l'Université détermine, dans un règlement interne propre à l'Université, le mode d'organisation de l'élection du Recteur.

Le Gouvernement approuve le règlement visé à l'alinéa précédent dans les 30 jours ouvrables suivant sa réception. ».